

EQROOKA

PRIX
25 francs le N°

ABONNEMENT:
1 an 3.000
6 mois 2.000
3 mois 1.000

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES

SAMEDI 19 AOUT 1961

EDITORIAL

Le nouveau pas de la Révolution guinéenne

La première session 1961 de la Conférence nationale du P.D.G. est terminée. Pendant ces cinq jours d'un travail fructueux, il ressort deux faits essentiels.

D'une part la haute tenue des débats l'aisance incontestable avec laquelle les problèmes nationaux ont été abordés dans leurs moindres détails et avec lucidité, atteste éloquemment de la prise de conscience incontestable et de plus en plus élevée de nos responsables politiques nationaux, et de l'état d'engagement inconditionnel de tout le peuple guinéen dans la révolution que nous avons entrepris.

La Conférence de Conakry constitue, indubitablement, une avancée qualitative sur les précédentes. Celle qui, historiquement, les Africains, à part quelques îlots d'ancien bien connus des îles foraines d'insécurité congolaise en sont aujourd'hui pour leurs frais. Le sérieux du travail accompli à ce jour, l'élevation de la pensée politique et sociale de chaque dirigeant ont

LA CONFÉRENCE DE CONAKRY S'EST TERMINÉE DANS L'ENTHOUSIASME, PAR

Le discours de clôture du Secrétaire général du P.D.G.

Adoption de quatre importantes résolutions, notamment sur la Rationalisation du travail

Au terme de la discussion générale du rapport qu'il a présenté, le secrétaire général du P.D.G. a tenu tout d'abord à féliciter les responsables et les militants des 43 sections du P.D.G.

Il a en premier lieu, souligné le sens de la responsabilité qui a dominé toutes les interventions faites au nom de nos sections. En effet, celles-ci, ne se considèrent pas comme des éléments ou des entités

complètement engagés dans la révolution, assurant à leur niveau la totalité des responsabilités de notre parti et de notre Etat.

La seconde constatation a été que

les interventions des délégués reflétaient non seulement les mots d'ordre du Parti, mais encore

qu'elles portaient sur leur application pratique, notamment en ce qui concerne la mobilisation permanente

du

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

dans le rapport du B.P.N. étant

dépassé ; des résultats de l'année

1961 sont en effet supérieurs à ceux

de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin

sur la contribution effective et offi-

cielle des responsabilités de notre

Etat,

à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait

ensuite aborder les différents points

soulèvés par les orateurs.

PROBLÈME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé

par Beyla, n'a pas été traité

</div

démontre que les qualités, connues à contre-cœur à quelques rares individualités, ne sont plus une exception. Elles nous ont imposé à ceux qui croyaient nous dominer tous les jours.

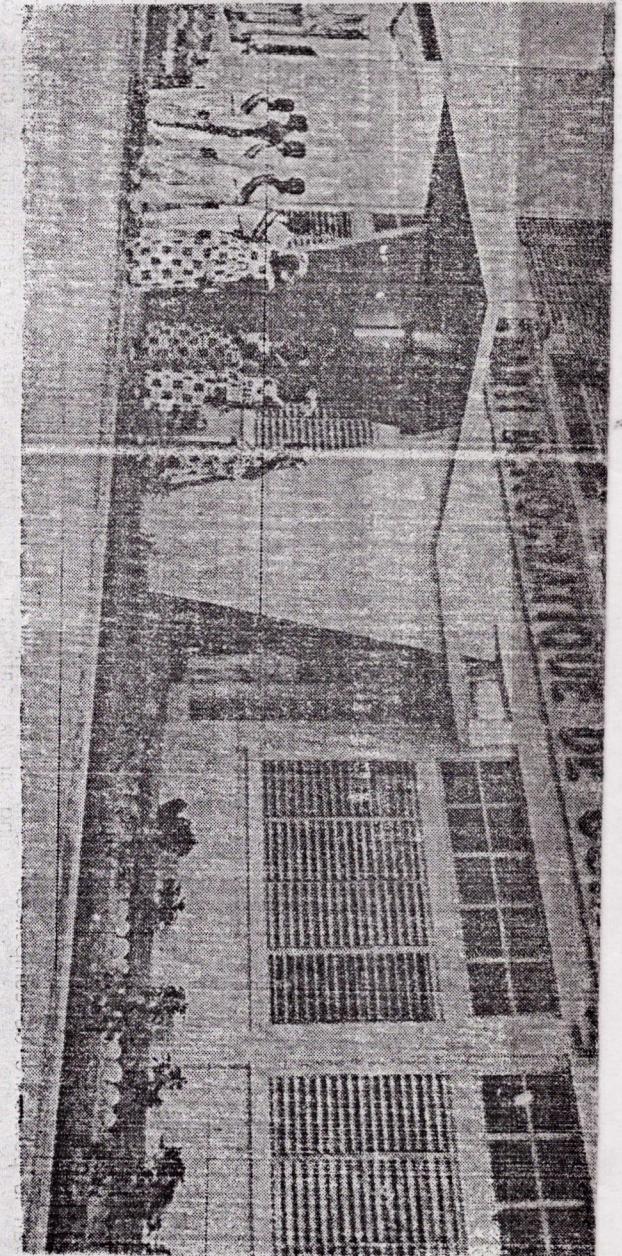
Cette progression rapide s'explique aussi par notre unité. C'est une unité du peuple de Guinée chaque jour enrichie des connaissances et des expériences de chacun et de tous et mise à disposition de tous. Cette unité qui se renforce chaque jour est le gage des succès à venir, car elle ne constitue pas une force de bâtonnage, mais une force de persuasion, d'éducation, de perfectionnement, qui crée l'émulation entre les hommes pour une élévation qualitative de l'individu et de son rendement dans l'éducation nationale. Cette unité enfin, elle est inséparable de notre faculté de mobilisation qui doit être renforcée.

La décision la plus importante de cette session a été celle relative à la nationalisation du travail. Si l'est vrai que pour rendre le peuple maître du développement continu et harmonieux de notre économie nationale, il est nécessaire de concevoir cette économie selon un plan arrêté avec la pleine participation de tous les cadres et militants, il n'en est pas moins vrai que pour obtenir l'exécution rapide et correcte des opérations de notre Plan triennal, il faut que la volonté qui a servi de base à son élaboration, se répercute dans l'effort quotidien et concret de chaque travailleur. La contradiction flagrante entre le comportement du travailleur et les objectifs définis par le Parti, s'explique souvent par la lutte à mener quotidiennement contre les forces héritées.

● suite page 5

particulièrement dans le chapitre traitant de la planification et de l'étude des réalités économiques de la Guinée, liées à la planification. C'est indirectement par l'augmentation de la production que le problème de la coopérative agricole a été abordé. Cela ne veut absolument pas dire que nous limitons l'action coopérative au seul domaine de l'Agriculture ; d'ailleurs deux précédents rapports ont traité d'une manière plus complète l'action coopérative en la situant dans tous les domaines et sous tous ses aspects.

Le Président Sékou Touré devait féliciter les sections qui ont fait part de leur expérience en matière de coopérative, dans l'organisation des ouvriers. Le B.P.N. a retenu cette suggestion et invite à son tour les sections à mettre immédiatement sur pied des coopératives ouvrières.



Pour la seconde fois consécutive :

La Troupe Artistique de CONAKRY II

enlève la Coupe nationale du P. D. G.

KOUROUSSA deux fois finaliste

CONAKRY-II

Un qui était embarrassé vendredi soir, pour départager les groupes artistiques J.R.D.A. de Conakry-II et Kouroussa, c'était le public, après que les deux équipes se soient affrontées, à la Bourse du Travail, pour la finale de la coupe du P.D.G.

Les talents, à peu près égaux des concurrents, avaient suscité, dans la salle, un égal enthousiasme.

C'est Conakry-II qui eut l'honneur du lever de rideau, en présence du Président de la République, des membres du B.P.N., du gouvernement, des délégués et invités d'honneur à la Conférence, dont cette soirée marquait la clôture solennelle,

● suite page 6

● suite page 6

Le néo-colonialisme et l'Afrique

Le président Kwame Nkrumah a qualifié, il y a quelque temps, le Marché commun (d'initiative européenne) de « plus grand danger qui guette l'Afrique. »

Pourtant dans ce piège, (souignement pourvu de lardons), ouvert à l'Afrique par le Marché commun, dans le dessin de conserver à l'Europe son « appendice » et « réservoir » de matières premières, dans ce piège prêt à se refermer, certains pays africains ont l'intention de s'engager !

Peut-être certains hommes d'Etat africains pensent-ils être assez adroits pour obtenir du Marché commun

une industrialisation de leurs propres pays ? Il est à craindre que leurs illusions s'envolent... Tout au plus pourra-t-on leur accorder « la paix du pauvre ». Les puissances industrielles de l'occident ne feront jamais de leurs esclaves, de leurs marchés, des concurrents.

En effet, si l'occident tient tellement, tout d'un coup à « aider »

● suite page 6

NOUVELLES DE LA CAPITALE

DISCOURS DE CLOTURE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P. D. G.

336 suite de la première page

qui bénéficieront, elles-aussi, de l'aide accordée par l'Etat aux organismes coopératifs.

Les suggestions de certaines sections, tendant à différer leur donation en engins modernes pour permettre aux membres de leurs coopératives de subir au préalable un apprentissage dans les centres de modernisation rurale, n'ont pas été retenues.

« On ne peut pas apprendre à nager si l'on n'est pas dans l'eau,

devait répondre le président Sékou Touré. Dans la situation actuelle qui est la nôtre, on ne peut apprendre à gérer les coopératives hors des coopératives. C'est une véritable science économique et humaine. Il faut donc créer d'abord la coopérative. Et c'est la pratique qui servira d'école aux coopérateurs eux-mêmes.

L'Etat s'engage à mettre à leur disposition des techniciens qui conseilleront utilement les adhérents sur l'emploi des moyens agro-mécaniques, lesquels seront judicieusement répartis. »

A ceux qui ont demandé de ne pas céder de manière prioritaire des engins modernes aux cultivateurs pri-

vés afin d'éviter qu'ils ne concurrencent les coopératives et que se crée une bourgeoisie paysanne, le B.P.N.

par la voix de son secrétaire général, a opposé son désaccord. « Parce que, a-t-il dit, nous sommes contre toute limitation du progrès individuel. Le but de notre action est de susciter le progrès, tant individuel que collectif. En conséquence, on ne saurait mettre un frein à l'initiative individuelle, car notre ambition est de doter les milliers de producteurs

liberté du commerce extérieur.

La liberté du commerce a donc été rétablie, et le commerce d'Etat mis sur le même pied d'égalité que le commerce privé. Les sociétés nationales seront soumises aux mêmes taxes aux mêmes impôts que les sociétés commerciales privées. Mais à l'intérieur de nos régions, à affirmé le chef d'Etat, le Comptoir régional n'était qu'une succursale du C.G. C.I. Puisque ce dernier a été dissout et qu'il lui a été substitué de nombreuses sociétés spécialisées, le

Comptoir régional ne peut devenir leur succursale. Il doit plutôt se transformer en une société régionale du Commerce, qui pourra s'adresser à chacune des sociétés d'Etat comme aux sociétés privées, pour son approvisionnement en denrées nécessaires à la consommation des populations. Ainsi, le comptoir de Kankan, par exemple, pourra s'adresser à Peyrissac pour acquérir des

403, à la Sonatex pour les textiles, etc. Le Comptoir deviendra ainsi une société régionale jouissant de l'autonomie financière et de la responsabilité de sa gestion. »

Sur un autre plan, des critiques, avaient été élevées quant au prix du ciment, qui coûte 7.500 francs à Conakry et 12.000 francs à Matou. « Mais chaque principe, chaque organisme ou système, devait répondre le président Sékou Touré à ses avantages et ses inconvénients. Nous avons supprimé le C.G.C.I., qui présentait, certes, certains avantages qui à l'expérience se sont révélés être beaucoup moins nombreux que ses inconvénients, et c'est la raison de sa suppression. »

Le C.G.C.I., en effet, avait ses

« Certains de nos camarades, à dit à ce propos notre secrétaire général, n'ont pas saisi l'idée qui est largement développée et commençée dans le rapport. Cependant cette structure est l'explication politique du rapport déjà adopté et publié sous forme de loi dans le Journal Officiel et portant réforme de l'enseignement en Guinée. Le seul fait nouveau, dans le rapport, est une délimitation de l'enseignement de masse qui était jusqu'ici confondu avec l'enseignement moyen.

L'ENSEIGNEMENT DE MASSE comprendra 4 années, 2 années de cours préparatoire et 2 années de cours élémentaire. Cet enseignement pourrait être éventuellement complété par un enseignement post-secondaire dans les brigades de la J.R. D.A.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

2° Les proviseurs de certains de nos établissements secondaires sont des instituteurs, qui ont d'ailleurs obtenu d'excellents résultats cette année. Nous pouvons dire que certains de nos instituteurs sont plus qualifiés que certains professeurs étrangers pour enseigner le français, l'histoire et la géographie de l'Afrique, nos institutions, etc.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

1 million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

Sur un autre plan, des critiques,

avaient été élevées quant au prix

plus de

guinéens de matériel moderne, afin de mettre fin au règne de la daba.

En résumé, donc, tous ceux qui voudront moderniser leurs méthodes de travail, trouveront auprès de notre Etat toute l'aide désirable.»

LA REFORME DU COMMERCE

Dans le domaine du Commerce, le sort des magasins d'Etat a été largement évoqué. Les remarques faites par de nombreuses sections en ce qui concerne leur fermeture sont fondées et le B.P.N. a tenu à expliquer davantage sa position dans ce domaine.

En effet, il n'avait pas été demandé expressément la suppression de tous les magasins d'Etat, mais bien la justification de leur raison d'être. Comment?

Dans les grandes villes (Conakry, Kankan) où il existe une importante infrastructure commerciale privée, c'est à ce niveau que devra être organisé et s'exercer le contrôle des prix, les magasins d'Etat étant réservés pour les campagnes dépourvues d'infrastructure commerciale. Les régions seront donc seules juges de la création ou de la fermeture des magasins d'Etat, qui seront gérés désormais par les autorités régionales. La décentralisation dans ce domaine permettra à chaque région de se rendre compte de la rentabilité de ses propres opérations.

D'autre part, le secrétaire général du P.D.G. a reconnu la justesse des observations faites quant au temps de commercialisation de la production. Il n'y a pas et ne doit pas y avoir de période de commercialisation de la production, tel que cela avait été institué par le commerce de traite, à déclaré le chef de l'Etat. Dès que les récoltes débutent, on peut commencer immédiatement la commercialisation des produits. Nous pouvons vous affirmer que la Banque centrale sera à la disposition des divers organismes pour la financer entièrement.»

En ce qui concerne les comptoirs régionaux, la dernière réforme du Commerce national a touché principalement la structure du C.G.C.E. et du C.G.C.I. Le C.G.C.I. nous avons dit, avait porté atteinte à la

C'était une organisation centralisée, achetant non seulement toute la production nationale en vue de l'exportation, mais revendant à l'intérieur toutes les marchandises d'importation. Il pouvait ainsi opérer une compensation entre les différents secteurs de façon à uniformiser les prix à la consommation. Prenons un exemple : la banane guinéenne, rendue au port de Conakry, était vendue à un faux plus bas que le prix payé aux planteurs.

Si le prix de revient de la banane était supérieur à son prix de vente, le planteur aurait fini par abandonner sa plantation. Le C.G.C.I. suivait la banane pour ne pas pénaliser le planteur. Mais, en revanche, il avait la possibilité de compenser le manque à gagner sur un autre produit vendu au-dessus du prix de revient ou sur le prix de certaines marchandises de luxe, tel que frigidaires, voitures, motos, etc. Ceci permettait de vendre les produits de premières nécessités (riz, sucre, sel, farine, etc) à des prix uniformes, conformes au pouvoir d'achat des masses payannes. Grâce à ce système, le C.G.C.I. avait fixé pour heureusement, le résultat a été que les commerçants privés n'avaient plus aucun intérêt à venir chercher ces marchandises à Conakry pour les revendre à perte à l'intérieur. Cela a entraîné avec l'engorgement du port, les protestations de tous les consommateurs contre la carence de notre Comptoir. Le secrétaire général du P.D.G. devait affirmer que le prix national sera maintenu pour le travailleur. Il en découlera de graves inconvenients : car non seulement ils ne reviendront plus à l'agriculture (pour ceux dont la famille y est), mais ils auront oublié ce qu'ils avaient appris. C'est pour parer à cela, pour résoudre un problème moral, social, économique et politique que nous avons engagé la réforme préconisée.

Dans la loi qui est publiée, il est dit que l'enseignement devient obligatoire. Inutile de le dire si nous ne pouvons effectivement dispenser l'enseignement à tous les enfants. En réalité, il faut rendre obligatoire l'enseignement de masse que tous les enfants pourront suivre. Nous avons senti que certaines sections considèrent que l'emploi de moniteurs uniquement, dans les classes préparatoires, n'est pas un bon procédé, et qu'ils voudraient voir maintenus dans ces classes des institu-

orientées vers la pratique, parce que, a expliqué le Président, il faut penser au sort de nos jeunes frères qui seront certainement 5 à 6.000 à passer le C.E.P. dans les prochaines années. Or, à 14 ans, après 5 à 6 ans d'école ils n'ont rien appris de pratique. Dans les institutions actuelles tout l'enseignement est théorique. Sur dix enfants titulaires du C.E.P., cinq ou six continuent leurs études secondaires. Mais nous pouvons dire que dans 3 ans, lorsque le développement de l'action entreprise portera tout ses fruits, sur 10 enfants l'enseignement secondaire ne pourra en résorber que deux ou quatre. Ainsi une majorité d'enfants sera renvoyée de l'école sans avoir rien appris de pratique et se trouvera sans débouchés. Ils ne pourront être employés dans les ateliers, la législation sur l'âge l'interdit. Ils attendront donc 3 ans pour pouvoir travailler. Il en découlera de graves inconvenients : car non seulement ils ne reviendront plus à l'agriculture (pour ceux dont la famille y est), mais ils auront oublié ce qu'ils avaient appris. C'est pour parer à cela, pour résoudre un problème moral, social, économique et politique que nous avons engagé la réforme préconisée.

Dans la loi qui est publiée, il est dit que l'enseignement devient obligatoire. Inutile de le dire si nous ne pouvons effectivement dispenser l'enseignement à tous les enfants. En réalité, il faut rendre obligatoire l'enseignement de masse que tous les enfants pourront suivre. Nous avons senti que certaines sections considèrent que l'emploi de moniteurs uniquement, dans les classes préparatoires, n'est pas un bon procédé, et qu'ils voudraient voir main-

tenus dans ces classes des institu-

tionnels, comme il a été demandé, car nous trahissons toute notre philosophie si une quelconque nuance de racisme se glissait dans les travaux de notre Conférence. Celui qui veut épouser une femme du Pôle Sud ou du pôle nord, qui veut trouver une compagnie sous la mer, sur la terre ou dans le ciel est libre de le faire.

LES PRÉSIDENTS À LA TRIBUNE DU B.P.N.

éstudier d'une manière approfondie les propositions contenues dans le rapport, et relatives notamment à la modification des programmes en vue de la formation complète de notre jeunesse, car nous avons pu mesurer la fosse qui existe entre l'enseignement tel qu'il est dispensé aujourd'hui et ce qu'il était autrefois.

« En résumé, donc, nous préconisons un enseignement de masse de 3 ans. »

Quant à la question concernant le groupe scolaire, le chef de l'Etat a répondu qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit implanté dans la même localité, et qu'il suffit de tenir compte du nombre proportionnel de classes des cours préparatoires, élémentaires et moyens, conformément à la pyramide que nous avons adoptée. Pour ce qui est de la création d'une inspection primaire dans chaque région, le problème ne peut encore être envisagé, puisque leur nombre est fonction de celui des classes. A Conakry, par exemple, il n'y a pas qu'une seule inspection, il y en a plusieurs.

Il a par ailleurs été demandé de réduire ou d'envisager l'échelonnement du recrutement des instituteurs ordinaires pouvant être versés dans le cadre de l'enseignement secondaire. Le secrétaire général a retenu et développé deux points particuliers, à savoir :

« Partout où un guinéen remplit les conditions requises pour enseigner, la préférence lui sera donnée, d'abord parce qu'il nous coûte moins cher (500.000 francs à peine par an), ensuite parce qu'il est mieux qualifié que des étrangers pour enseigner nos institutions et les connaissances relatives à nos pays. Nous avons, dans notre corps enseignant, des

nous pose là un problème de droit. Les techniciens du droit voudront bien nous en excuser, mais pour nous, la notion de droit est liée à la notion de responsabilité et de conscience. Les jeunes filles et les jeunes garçons sont sous la responsabilité de leur famille jusqu'à leur majorité ; il est ainsi dans tous les pays du monde. En Guinée, ce ne sont pas les familles qui envoient leurs enfants à l'extérieur en vue de leur formation : c'est l'Etat, c'est-à-dire l'organisme qui représente l'ensemble national et qui, dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation, s'est substitué à chaque père, à chaque mère de famille pour donner à nos jeunes des connaissances utiles aussi bien à eux-mêmes qu'à la nation. Nous pensons donc que sur le plan du droit, lorsque le gouvernement envoie des jeunes gens ou jeunes filles à l'étranger afin d'y suivre leurs études ou y effectuer des stages dont la durée peut varier de quelques mois à quelques années, ou plus, sont considérés par lui comme des mineurs. La tutelle que l'Etat exerce sur eux cesse seulement à partir du moment où l'étudiant a terminé ses études. A ce moment, mais à ce moment-là seulement, il est totalement libre de se marier selon son choix. Voilà ce qu'il fallait retenir du rapport. »

En conclusion le secrétaire général devait remercier tous les camarades pour les suggestions apportées et dont il sera tenu compte.

Cette intervention devait être suivie par des applaudissements nourris. Puis, le camarade Moussa Diakité, président de la Commission d'organisation a donné lecture de la composition des différentes commis-

RESOLUTION DE LA CONFÉRENCE NATIONALE

Avant de lever la 6^e séance de la Conférence, la direction nationale du Parti a procédé à la constitution de quatre commissions de travail chargées chacune d'élaborer un projet de résolution et de recommandation qui sera discuté au cours de la dernière séance plénière.

Coiffée chacune par une délégation du B.P.N. dont un membre assume la présidence et un autre la fonction de rapporteur, les commissions sont composées de délégués à raison de un représentant par section. Elles sont en outre assistées d'experts et de personnalités dont l'expérience en chacun des points traités sera d'un apport de haute valeur.

COMMISSION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Président : El Hadi Saïfoulaye,

Rapporteur : Kaba Mamaïdi,

Membres : Diallo Abdourahmane, un délégué par section.

COMMISSION ÉCONOMIQUE

Président : Béavogui Louis Lansana,

Rapporteur : Kéita N'Famara,

Membres : Moussa Diakité, un délégué par section.

COMMISSION DE LA RATIONALISATION DU TRAVAIL

Président : Camara Bengaly,

Rapporteur : Touré Ismaïl,

Membres : Diané Lansana, un délégué par section

COMMISSION SOCIALE

Président : Camara Damantang,

Rapporteur : Tounkara Jean Faragué,

Membres : Léon Maka, M^{me} Camara Loffo, et un délégué par section.

Résolution de politique générale

- Sur le plan national : vigilance encore accrue
- Sur le plan africain : recherche de l'Unité
- Sur le plan international : neutralisme positif

La première session de la Conférence nationale du Parti Démocratique de Guinée, réunie à la salle des Congrès du P.D.G. à Conakry les 14-15-16-17 et 18 août 1961.

Après avoir entendu, discuté et approuvé le rapport magistral de Doctrine et d'Orientation présenté par le camarade Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G. Considérant que la Conférence

révolution qui compromettent l'esprit de notre politique commerciale. Elle en appelle à la vigilance de tous les militants et des responsables à tous les niveaux, et demande au B.P.N. et au gouvernement de prendre des mesures exemplaires, à l'encontre de tous les coupables de tels actes.

Elle approuve, sans réserve, le retour à la section de l'Etat des anciennes sociétés de distribution

nos victoires futures ; aussi, invite-t-elle tous les militants et toutes les militantes des organisations du Parti, à consolider davantage leur cohésion.

SUR LE PLAN AFRICAIN

La Conférence salue les mouvements de libération nationale des peuples, et leur exprime sa solidarité pleine et entière, dans le juste combat qu'ils mènent contre le colonialisme et l'impérialisme pour l'indépendance nationale. Elle salue avec ferveur, la libération de Jomo Kenyatta, victoire décisive du peuple africain du Kenya. Elle condamne la guerre d'extermination livrée aux peuples d'Angola, courageusement engagés dans la lutte contre le colonialisme portugais, le plus objectif et le plus barbare. Elle s'élève avec indignation contre la politique d'apartheid pratiquée en Afrique du Sud.

S'agissant de la Guinée dite portugaise, des Rhodésies, du Mozambique, de Zanzibar, du Bassutoland, et de bien d'autres pays d'Afrique qui luttent pour leur indépendance nationale, la Conférence flétrit la politique de répression sanglante pratiquée par les impérialistes, contre les peuples de ces pays.

La Conférence dénonce l'action néfaste de l'impérialisme international qui, au Congo, s'emploie à maintenir systématiquement la confusion au mépris des véritables intérêts du peuple Congolais en vue de sauver garder ses priviléges.

Elle souhaite le rétablissement de l'Unité nationale Congolaise dans la liberté et la démocratie.

Elle s'incline avec douleur devant la mémoire du grand patriote africain Patrice Lumumba, premier ministre du Congo, lâchement assassiné par les impérialistes, et leurs valets.

La Conférence dénonce l'enseignement de masse et de qualité tant dans sa forme que dans son fond.

Et considère que sa nature éducative et son caractère utilitaire doivent constamment et rigoureusement être respectées afin d'intégrer l'enseignement à la vie nationale dans ses diverses activités politique, économique, sociale et civique.

Acclame la suppression de l'enseignement privé.

Demande de donner à toutes les

Syndicale Panafrique, véritable instrument de combat, à la disposition de la classe ouvrière dans la lutte de libération économique et sociale de nos masses laborieuses.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

La Conférence approuve la politique de neutralisme positif, pratiquée par notre gouvernement et l'engagement à poursuivre cette politique de non-alignement.

Elle félicite le peuple cubain, pour sa victoire éclatante sur l'impérialisme et les forces d'invasion contre-révolutionnaires.

Elle se prononce pour une coexistence pacifique entre tous les peuples, et en faveur de toute action susceptible d'aboutir à un désarmement général et complet en vue d'assurer à l'humanité une paix durable.

La Conférence se réjouit de la tenue prochaine à Belgrade de la Conférence des Etats non engagés.

Elle rend un vibrant hommage au gouvernement de la République pour sa contribution importante au succès de cette Conférence.

Résolution sociale

(suite)

I. REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

La Conférence nationale du P.D.G. après étude approfondie du rapport présenté par le secrétaire général au nom du B.P.N.

— Considérant la nécessité de l'assurer intégralement et dans les plus brefs délais, l'ensemble de la jeunesse guinéenne.

— Considérant la nécessité liée au mettre en œuvre des méthodes nouvelles révolutionnaires propres à réaliser cet objectif, en partant des réalités concrètes de notre pays,

— Considérant la nécessité, il est au

Considérant que la Conférence nationale instituée par le cinquième Congrès s'est, depuis, lors révélée comme un moyen efficace de confrontation de nos idées et le renforcement de l'action du Parti dans tous les domaines ;

Constate avec satisfaction, l'application suivie des décisions arrêtées par les précédentes Conférences de Kankan et de Kissidougou.

Se réjouit du résultat des élections présidentielles du 15 janvier 1961. Le peuple de Guinée a marqué ainsi, une fois de plus, son adhésion totale aux principes de son Parti, en plébiscitant par 99,37% des suffrages exprimés le candidat du P.D.G. le camarade Sékou Touré comme premier magistrat de notre République.

Lui rend un hommage bien mérité pour la grande confiance portée à sa personne, en raison de son action courageuse et inlassable de guide lucide et clairvoyant de notre grand Parti, le P.D.G.

Exprime sa fierté et félicite le président pour l'attribution qui lui a été faite du Prix international Lénine pour la consolidation de la Paix.

La Conférence se réjouit de l'autorité de plus en plus accrue de notre République, due à la justesse de la doctrine et de l'orientation politique de notre Parti, dont le rayonnement tant sur le plan africain que sur le plan international a suscité l'admiration de tous les peuples épris de paix, de justice, de liberté et de démocratie.

Elle renouvelle sa confiance au B.P.N., et l'engage à poursuivre rigoureusement cette politique, moyen le plus sûr pour consolider notre indépendance nationale, pour contribuer à la libération de l'Afrique et à la réalisation de son Unité. Elle salue les réformes judiciaires intervenues dans les domaines commercial et bancaire, la création de nouvelles banques, d'entreprises commerciales d'Etat, dont les objectifs répondront à coup sur aux exigences de notre développement économique.

Elle attire cependant, l'attention du B.P.N. et du gouvernement sur les activités néfastes et antisociales des spéculateurs, ennemis de notre

anciennes sociétés de distribution d'eau et d'électricité, et la création d'une société nationale d'acconage et de transit.

Considérant que la planification est un moyen scientifique pour nor-

maliser et développer notre économie en étroite harmonie avec la normalisation et le développement des conditions sociales de vie du peuple guinéen.

Que l'amélioration et la transformation profondes et continues des conditions matérielles de vie de notre société, constituent la fin et l'objet du développement économique de notre Etat.

La Conférence constate avec satisfaction, le haut degré d'engagement de tous les militants dans l'exécution rapide et efficace du Plan triennal ; elle les félicite et les encourage pour les initiatives heureuses tendant au développement du mouvement coopératif, facteur déterminant du succès de notre révolution économique.

Considérant que toute mauvaise utilisation des forces de travail amoindrit les capacités de production et par conséquent conduit à l'appauvrissement de la société ;

Que l'inconscience professionnelle et la malhonnêteté de certains agents, causent de graves pertes à la nation, sans compter le préjudice moral et politique qu'elles engendrent

Que la rationalisation des normes du travail est sans conteste, le moyen le plus efficace pour développer la productivité du travail et partant, la production, condition essentielle de libération économique de nos masses laborieuses.

Salut l'initiative heureuse du Parti de rationaliser les normes du travail ; ce qui, à coup sûr, engagera davantage nos masses dans la production.

La Conférence, estimant que l'enseignement guinéen, loin d'être considéré comme un domaine particulier des activités de la nation, est tout à la fois un des principaux objets et un des éléments actifs de notre action révolutionnaire.

Elle approuve la réforme de l'enseignement qui doit être à la fois un demeure la condition essentielle de

retour à la section de l'Etat des anciennes sociétés de distribution d'eau et d'électricité, et la création d'une société nationale d'acconage et de transit.

Considérant que la planification est un moyen scientifique pour nor-

maliser et développer notre économie en étroite harmonie avec la normalisation et le développement des conditions sociales de vie du peuple guinéen.

et notamment à leur direction nationale, pour l'œuvre gigantesque accomplie pour la consolidation de notre indépendance.

La C.N.T.G. plus que jamais, doit de partition du sol algérien, le Sahara y compris.

La Conférence détrit l'agression française contre la Tunisie à Bizerte. Elle déplore le deuil qui a frappé le gouvernement et le peuple tunisiens, auxquels elle exprime sa solidarité pleine et entière.

Elle invite, compte tenu des réalisés présentes et pour promouvoir au niveau de chaque travailleur, une conscience professionnelle et civique

qualitativement supérieure, à apprécier l'importance de la collaboration étroite pour l'institution dans les meilleurs délais des comités de perfectionnement, de gestion et d'entreprise.

La Conférence approuve la réforme pénitentiaires, et fait confiance au gouvernement dans l'application des mesures envisagées à l'endroit des détenus, dans l'intérêt national.

Elle salut l'action dynamique et appréciable de la J.R.D.A., aile marchante du Parti dans le renforcement de notre action politique, et la malhonnêteté de certains agents, causant de graves pertes à la nation, sans compter le préjudice moral et politique qu'elles engendrent

au gouvernement dans l'application des mesures envisagées à l'endroit des détenus, dans l'intérêt national.

La Conférence rend un hommage tout particulier au B.P.N. et au gouvernement pour leur contribution positive à la création et à la consolidation de l'Union des Etats Africains, véritable noyau des Etats-Unis d'Afrique.

Elle salut la Conférence Panafri- cane des Etats de Casablanca, et approuve sans réserve l'action constructive de notre gouvernement en faveur de l'Unité Africaine.

La Conférence rend un hommage au Caire et à Bandeng, à l'accélération de la libération des pays coloniaux et dépendants.

Elle salut l'action courageuse et inlassable des femmes, constamment mobilisées au service de la nation.

Rend hommage au Parti, pour les conditions créées en vue de leur émancipation rapide et totale.

La Conférence exprime sa flerte aux sections du Parti. Leur contribution de qualité à la Conférence, a démontré la constante élévation de leur niveau politique, gage certain de la marche triomphale du Parti vers le succès de notre expérience.

Les félicite, pour les réalisations concrètes obtenues dans tous les domaines.

La Conférence réaffirme, que le renforcement de l'unité du Parti avec les peuples frères d'Afrique.

— Considérant que les problèmes de l'enseignement ne peuvent trouver leur meilleure solution que dans un climat général d'enthousiasme créateur,

— Considérant les efforts soutenus déployés par le Parti, pour la réhabilitation et le développement de la culture Africaine.

— Salut chaleureusement la juste décision du Parti d'unifier l'enseignement en République de Guinée, par la suppression de l'enseignement privé, de tous ordres.

— Rend hommage au B.P.N., pour les mesures adoptées en vue de la revalorisation de la fonction enseignante, et l'invite à accentuer ses efforts, notamment par l'acquisition de l'effectif des enseignants et de l'amélioration de leur qualification professionnelle.

Approuve et salut les principes définis dans le rapport, concernant l'orientation et l'organisation de l'enseignement sur la base de l'articulation suivante :

Enseignement de masse : 4 ans ; Enseignement moyen : 3 ans ; Enseignement secondaire : 5 ans ; Soit un cycle global de 12 années d'études.

Il reste entendu que cette réforme ne touche que les promotions qui seront recrutées à compter de la rentrée d'Octobre 1961.

La Conférence :

— Considérant que la Jeunesse scolaire ne peut être pleinement intégrée à la vie de la nation que si sa formation scolaire est complète à chaque moment par une formation politique et une formation pré-militaire adéquate. Invite le B.P.N. à faire de la préparation militaire et

de la formation politique des jeunes des matières du programme à part entière et à tout mettre en œuvre

pour créer dès la rentrée scolaire

prochaines les conditions morales et matérielles pour l'application de la présente réforme.

— Lance un appel à tous les enseignants et les engage à ne rien épargner

avec les peuples frères d'Afrique.

Elle salut la naissance de l'Union

réaliser cet objectif, en partant des réalisations concrètes de notre pays.

— Considérant la nécessité, liée au développement économique et social de la Guinée, d'améliorer constamment la qualité de notre enseigne-

ment.

● suite page 4

LE TÉLÉGRAMME

LE PROGRÈS. NOUS NE POUVONS LE CONSIDÉRER QU'EN TANT QU'ACCUMULATION DE

MOYENS ET EXTENSION DES POUVOIRS DONT

DISPOSENT LES SOCIÉTÉS, POUR AMÉLIORER LES

CONDITIONS DE VIE ET ACCROÎTRE LE BIEN-ETRE DE L'HOMME.

Organisé
par les hommes
de la République
Nationale
de Guinée
et
de l'Algérie
et
de la Tunisie
et
de la Côte d'Ivoire
et
de la République
du Mali
et
de la Guinée

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITÉ
Compte Chèques Postaux 6975 - Banque République de Guinée 3-34-32

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

LE NÉO-COLONIALISME ET L'AFRIQUE

entièrement des trusts nord-améri-

cains.

certains africains reconnaîtront dans leurs « alliés » impérialiste le visage de leurs anciens maîtres, il sera trop tard...

Et il faudra recommencer la lutte... Et quelle lutte ! Quand on voit ce dont est capable la politique impérialiste, et à quel point elle peut vraiment semer la mort et les ruines pour sauver ses intérêts, pourquoi flirter avec le feu qui nous a brûlé, pourquoi ouvrir la porte à notre cambrioleur, sinon à notre assassin ?

Il suffit de méditer l'exemple effarant de l'Amérique Latine, qui, sitôt libérée du joug espagnol, au début du 19e siècle, retomba sous un autre, celui du néo-colonialisme de l'industrie nord-américaine. Les gros trusts naissants profitèrent de la misère des pays fraîchement décolonisés pour les « aider » ; ils profitèrent surtout des dissensions entre ces pays pour s'y installer en arbitres et, comme le juge de la Fable de la Fontaine, gobèrent l'huître que les plaigneurs se disputaient...

L'Amérique tire la plus grosse part de ses revenus de sa sœur latine dont les pays sont moins des Etats véritables que des plantations ou carrières gigantesques, dépendantes union entre eux et les autres pays

africains indépendants qui sont dé-

terminés à ne pas risquer leur doigt dans l'engrenage du Marché Commun. Cette politique par le peuple et pour le peuple n'use de l'aide extérieure que dans la mesure où cette aide ne contraint pas à s'intégrer dans les structures économiques mêmes d'un bloc, dans une guerre froide qui ne peut faire de l'Afrique que le tremplin et le réservoir d'une économie basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'exploitation du continent industriel

Naturellement, les néo-colonialistes semblent représenter un « progrès » par rapport au colonialisme : ils ont accordé l'indépendance, sous leur aile, à la plupart des pays africains. Seuls ceux qui ont décidé d'être hors de leur « protection » ont leur indépendance réelle ou bataillent encore pour l'arracher ; mais ils l'obtiennent ! Pour ces derniers, la « générosité » et l'aide des néo-colonialistes ne jouent pas, ce qui prouve à quel point ils sont désintéressés !...

C'est de ce cycle infernal que le président Fidel Castro, en renversant le fantôme qui hypothéquait son pays pour le plus grand bien des trusts, s'est libéré. C'est de ce cycle infernal que le Ghana, la Guinée, le Mali, en adoptant et préconisant une politique autonome de planification économique, veulent garder l'Afrique, en

sables, (bien « pratiques » comme boucs émissaires en cas de mécontentement populaire), des ministères, une police, une armée (bien encadrée) un drapé au (prenez tout ça et amusez-vous) : mais on les a surtout « associés »... ce qui leur donne naturellement des obligations, comme celle par exemple d'écouler leurs matières premières sur l'Europe — qui en a bien besoin pour ses grosses industries de transformation et de lui acheter ses produits finis (elle a besoin de cette vente pour les bénéfices de ses capitaux).

Engagez-vous, rengevez-vous pour les trusts métropolitains et européens sous l'égide du Marché Commun, le meilleur pour vous, leur répète-t-on en slogan !

Et si c'était un Marché... de dupes ? Certains pays africains, sur le point de s'engager, conçoivent des doutes...

Certaines paroles, prononcées à la dernière Conférence de Strasbourg par le représentant de la Côte d'Ivoire, M. Yacé, en laissant percer :

« Je ne peux accepter, a-t-il dit, que l'association se révèle plus profitable aux pays membres (européens) qu'aux pays associés (africains) ! le principe de l'égalité dans l'association n'est pas respecté (déjà ?). Les

taxes de consommation appliquées

par certains pays membres sur des produits tropicaux sont contraires à l'esprit du traité. »

Quand à M. Awayano, représentant à Strasbourg de la République Centrafricaine (postulante elle aussi à l'association) il s'est contenté de dresser le bilan suivant, qui mérite un temps de réflexion.

« Sur 1.200.000 habitants de R.C.A. 1.100.000 ont un revenu annuel de 100 nouveaux francs, soit 28 centimes par jour. Dans l'état actuel de l'économie, l'aide reçue est insuffisante.

« Lorsque les paysans centrafricains constatent que les prix des produits agricoles n'ont augmenté ces derniers temps que de 11% pendant que les prix des produits manufacturés augmentaient de 42%, ils ont le sentiment d'être exploités et que l'aide qui leur est accordée est illusoire. »

En cela, nous sommes bien d'accord avec M. Awayano : l'aide

« accordée » par l'Europe aux pays africains qui comptent sur elle pour se relever est illusoire... Et elle leur fera perdre bientôt plus qu'elle ne leur rapporte.

Certains gouvernements africains espèrent-ils arracher à l'Europe des garanties de stabilisation des prix ?

(à suivre)

